

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté, Egalité, Fraternité
Département de l'Isère
Commune de Saint-Marcellin

DECISION MUNICIPALE

N°2023_ 169,

Objet : Signature d'un avenant n°2 de prolongation du marché de services de télécommunication

Le maire de SAINT-MARCELLIN,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2122.22,

Vu la convention cadre de groupement de commandes signée dans le cadre de la délibération N°2018_122 du 14 novembre 2018,

Vu l'annexe à la convention cadre de groupement de commande en date du 12 mars 2019 concernant le marché de services de téléphonie conclue entre la ville de saint-Marcellin, le CCAS et Saint-Marcellin et la ville de Vinay, désignant monsieur le maire de Saint-Marcellin comme coordonnateur du groupement avec pour mission de conclure les avenants intéressants l'ensemble des membres du groupement,

Vu la délibération N°2019_071 du 09 juillet 2019 autorisant monsieur le maire à signer les actes d'engagements du marché alloti de services de télécommunication et l'ensemble des pièces nécessaires à l'exécution des marchés,

Vu l'avenant n°1 signée le 24 juillet 2023 prolongeant la durée de validité des lots jusqu'au 31 décembre 2023 pour permettre l'adhésion au marché de services de télécommunications proposés par la centrale d'achat du RESAH,

Considérant que pour les lots 1 – téléphonie fixe et trunk sip et 3 – accès internet à débit non garanti, le changement de technologie et de type d'abonnement des lignes entraine une étude approfondie, voire un changement de matériel qui ne pourra être effectif au 1^{er} janvier 2024,

DÉCIDE

Article 1^{er} :

La signature d'un avenant n°2 aux lots 1 – téléphonie fixe et trunk sip et 3 – accès internet à débit non garanti du marché de services de télécommunication conclu avec ORANGE BUSINESS SERVICE permettant la prolongation des marchés, pour l'ensemble des membres du groupement, jusqu'au 31 mars 2024.

Article 2. :

La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et un extrait en sera affiché en Mairie.

.../...

DECISION MUNICIPALE

N°2023_169,suite.

Un compte-rendu de la présente sera effectué lors de la prochaine séance du conseil municipal.

Article 4. :

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Expédition en sera adressée à Monsieur Le Préfet de L'Isère.

Saint-Marcellin, le 11 décembre 2023.

**Le Maire,
Raphaël MOCELLIN**